

No. 23356

---

**FRANCE**  
**and**  
**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

**Agreement concerning the statute and operational arrangements for the cultural centres established by the Agreement on cultural co-operation concluded between them. Signed at Berlin on 16 June 1980**

*Authentic texts: French and German.*

*Registered by France on 8 May 1985.*

---

**FRANCE**  
**et**  
**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE**

**Accord relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'Accord de coopération culturelle conclu entre eux. Signé à Berlin le 16 juin 1980**

*Textes authentiques : français et allemand.*

*Enregistré par la France le 8 mai 1985.*

ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE RELATIF AU STATUT ET AUX MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES CULTURELS INSTITUÉS PAR L'ACCORD DE COOPÉRATION CULTURELLE<sup>2</sup> CONCLU ENTRE EUX

Désireux de promouvoir la connaissance réciproque des valeurs culturelles de la France et de la République Démocratique Allemande et de contribuer ainsi au développement de la coopération entre les deux pays, dans un esprit de respect mutuel,

Ayant à l'esprit l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe<sup>3</sup> et, tout particulièrement, celles de ses dispositions qui ont trait à la coopération et aux échanges dans le domaine de la culture,

Se référant aux objectifs ainsi qu'aux dispositions de l'Accord de coopération culturelle conclu entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande, le 16 juin 1980<sup>2</sup> et, notamment, à son article 17 concernant l'ouverture de Centres culturels sur la base de la réciprocité,

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande sont convenus de ce qui suit :

*Article 1.* 1) Les Centres culturels sont à vocation culturelle. Ils ont pour mission de promouvoir directement auprès du public les valeurs de chacun des deux pays dans le domaine de la culture.

2) Les activités des Centres culturels comprennent :

- L'enseignement des langues française et allemande;
- La présentation de films;
- Des manifestations artistiques telles que spectacles, concerts et expositions;
- Des manifestations diverses dans le domaine de la culture telles que conférences, colloques et autres rencontres;
- Le prêt de films, disques, diapositives et autres documents audiovisuels;
- L'ouverture d'une Salle de lecture permettant la consultation de livres, journaux et autres publications, ainsi que le prêt de livres et de publications non périodiques;
- La publication et la diffusion de programmes et d'informations culturelles;
- Ainsi que, le cas échéant, la vente d'objets présentant un intérêt artistique, conformément à la réglementation en vigueur dans l'un et l'autre pays et sur la base d'un arrangement particulier à conclure entre les Parties Contractantes.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 2 novembre 1981, date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles ou législatives requises, conformément à l'article 10.

<sup>2</sup> Voir p. 643 du présent volume.

<sup>3</sup> *Notes et Etudes documentaires*, n°s 4271-4272 (15 mars 1976), p. 48 (La Documentation française).

3) Les Parties Contractantes se donnent mutuellement connaissance des programmes et informations culturelles qui sont diffusés, conformément à l'alinéa 2 du présent article.

4) Les Centres culturels peuvent également apporter leur concours à des manifestations culturelles organisées dans le cadre des Programmes d'échanges et de coopération élaborés par la Commission mixte de coopération culturelle, instituée par l'article 19 de l'Accord de coopération culturelle.

*Article 2.* 1) A la tête du Centre culturel de la République Française est placé un directeur, assisté d'un directeur adjoint; tous deux sont ressortissants de la République Française et sont nommés par le Ministre français des Affaires Etrangères.

A la tête du Centre culturel de la République Démocratique Allemande est placé un directeur, assisté d'un directeur adjoint; tous deux sont ressortissants de la République Démocratique Allemande et sont nommés par le Ministre des Affaires Etrangères de la République Démocratique Allemande.

2) Les membres du personnel du Centre culturel de la République Française sont recrutés par le Ministère français des Affaires Etrangères et les membres du personnel du Centre culturel de la République Démocratique Allemande par le Ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique Allemande. Les membres du personnel des deux Centres culturels sont ressortissants de la République Française ou de la République Démocratique Allemande.

Les conditions d'emploi des ressortissants du pays d'accueil dans les Centres culturels sont régies par le droit commun en vigueur dans le pays d'accueil.

3) Les Ministères des Affaires Etrangères des deux pays s'informent mutuellement de la nomination des directeurs et des directeurs adjoints des Centres culturels ainsi que de la date de leur arrivée et de leur départ définitif. Ils s'informent également, mutuellement, du recrutement des membres du personnel des Centres culturels ainsi que de la date de leur arrivée et de leur départ définitif, et de la prise et de la fin de leurs fonctions aux Centres culturels.

*Article 3.* Les Parties Contractantes représentées, à cette fin, par les directeurs de leur Centre culturel, ont le droit de conclure des contrats de prestations de service liés aux activités des Centres culturels.

*Article 4.* 1) Chaque Partie Contractante accorde au directeur, au directeur adjoint et aux membres du personnel du Centre culturel de l'autre Partie, sur une base de réciprocité, toutes les facilités compatibles avec la législation du pays d'accueil, pour la délivrance d'un titre de séjour.

Ces personnes reçoivent, par l'entremise du Ministère des Affaires Etrangères du pays d'accueil, pour elles-mêmes, leur conjoint et leurs enfants mineurs, une carte de séjour temporaire gratuite.

2) Le directeur, le directeur adjoint et les membres du personnel du Centre culturel de la République Française, ainsi que leur conjoint et leurs enfants mineurs sont maintenus au régime de Sécurité sociale de la République Française.

Le directeur, le directeur adjoint et les membres du personnel du Centre culturel de la République Démocratique Allemande, ainsi que leur conjoint et leurs enfants mineurs, sont maintenus au régime de Sécurité sociale de la République Démocratique Allemande.

3) Chaque Partie Contractante accorde au directeur, au directeur adjoint et aux membres du personnel du Centre culturel de l'autre Partie, l'importation en franchise temporaire, pour la durée de leurs fonctions au Centre culturel, et la réexportation de leurs mobiliers et effets personnels en cours d'usage lors de leur première installation, ainsi que de leur véhicule automobile.

4) Le directeur, le directeur adjoint et les membres du personnel du Centre culturel de la République Française sont soumis à la législation française du travail.

Le directeur, le directeur-adjoint et les membres du personnel du Centre culturel de la République Démocratique Allemande sont soumis à la législation du travail de la République Démocratique Allemande.

5) Les dispositions prévues par les alinéas 1, 2, 3 et 4 du présent article ne sont applicables ni aux membres du personnel des Centres culturels qui sont ressortissants du pays d'accueil, ni aux membres qui, étant ressortissants de l'autre pays, ont la qualité de résidents permanents dans le pays d'accueil.

6) Les rémunérations, autres que les pensions, payées au directeur, au directeur adjoint et aux membres du personnel du Centre culturel d'un pays, au titre de leurs fonctions dans ce Centre culturel, sont imposables uniquement dans le pays d'envoi. Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans le pays d'accueil si les membres du personnel sont des ressortissants du pays d'accueil ou des résidents permanents dans ce pays.

*Article 5.* Les Centres culturels bénéficient, dans les limites et conditions fixées par la législation du pays d'accueil, de l'exonération de tous droits et taxes pour les objets de caractère culturel importés pour l'exécution du présent Accord.

*Article 6.* 1) Les locaux nécessaires à l'exercice des activités des Centres culturels sont choisis d'un commun accord par les Parties Contractantes.

2) La responsabilité et le financement des travaux d'installation des Centres culturels incombent au pays d'envoi.

*Article 7.* 1) Chaque Partie Contractante exonère l'autre, des impôts, droits et taxes, nationaux, régionaux et communaux dus au titre de l'acquisition, ou de la location de biens immobiliers destinés à l'installation des Centres culturels.

2) Tout transfert de propriété d'un bien immobilier destiné aux activités d'un Centre culturel d'une Partie Contractante, ou bien déjà utilisé à ces fins, est soumis à l'autorisation de l'autre Partie Contractante.

*Article 8.* Sans préjudice des dispositions du présent Accord, les Centres culturels sont tenus de respecter la législation interne du pays d'accueil.

*Article 9.* La Commission mixte de coopération culturelle est informée des activités des Centres culturels, lors de chacune de ses réunions.

Dans l'intervalle des réunions, les Parties Contractantes traitent par la voie diplomatique les questions relatives aux activités des Centres culturels.

*Article 10.* Chacune des Parties Contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa Constitution ou sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

Cet Accord entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications. Il est conclu pour une période de cinq années, renouvelable par

tacite reconduction, pour de nouvelles périodes de cinq années. Il peut être dénoncé par écrit, par l'une ou l'autre des Parties Contractantes, avec un préavis de six mois.

FAIT à Berlin le 16 juin 1980 en double exemplaire original chacun en langues française et allemande les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé]  
HENRY BAYLE

Pour le Gouvernement  
de la République Démocratique  
Allemande :

[Signé]  
OSKAR FISCHER

## [GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

ABKOMMEN ZWISCHEN DER REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER REGIERUNG DER DEUTSCHEN DEMOKRATISCHEN REPUBLIK ÜBER STATUT UND MODALITÄTEN DER ARBEITSWEISE DER KULTURZENTREN, DEREN ERÖFFNUNG IN DEM VON BEIDEN SEITEN ABGESCHLOSSENEN ABKOMMEN ÜBER KULTURELLE ZUSAMMENARBEIT VEREINBART WURDE

Die Regierung der Französischen Republik und die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik haben

geleitet von dem Wunsch, das Wissen über die kulturellen Werte Frankreichs beziehungsweise der Deutschen Demokratischen Republik gegenseitig zu verbreiten und somit zur Entwicklung der Zusammenarbeit zwischen beiden Staaten im Geiste der gegenseitigen Achtung beizutragen,

eingedenk der Schlußakte der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa und insbesondere der Bestimmungen, die sich auf die Zusammenarbeit und den Austausch auf dem Gebiet der Kultur beziehen,

unter Bezugnahme auf die Ziele und Festlegungen des am . . . abgeschlossenen Abkommens zwischen der Regierung der Französischen Republik und der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik über kulturelle Zusammenarbeit und insbesondere auf Artikel 17 dieses Abkommens bezüglich der Eröffnung von Kulturzentren auf der Basis der Gegenseitigkeit

folgendes vereinbart:

*Artikel 1.* (1) Die Kulturzentren dienen kulturellen Zwecken. Es ist ihre Aufgabe, der Öffentlichkeit direkt die kulturellen Werte ihres jeweiligen Staates näherzubringen.

(2) Die Aktivitäten der Kulturzentren umfassen:

- Unterricht in der französischen beziehungsweise deutschen Sprache;
- Filmverführungen;
- künstlerische Veranstaltungen wie Theateraufführungen, Konzerte und Ausstellungen;
- verschiedene Veranstaltungen auf dem Gebiete der Kultur wie Vorträge, Kolloquien und andere Zusammenkünfte;
- Ausleihe von Filmen, Schallplatten, Diapositiven und anderen Bild- und Tonträgern;
- Einrichtung eines Lesesaales, der die Einsichtnahme in Bücher, Zeitschriften und andere Publikationen sowie die Ausleihe von Büchern und nichtperiodisch erscheinenden Publikationen ermöglicht;
- Veröffentlichung und Verbreitung von Programmen und kulturellen Informationen;

— sowie gegebenenfalls Verkauf von Gegenständen künstlerischer Bedeutung entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen, die im jeweiligen Staat gelten, und auf der Grundlage einer zwischen den vertragschließenden Seiten abzuschließenden gesonderten Vereinbarung.

(3) Die vertragschließenden Seiten bringen einander die Programme und kulturellen Informationen, die gemäß Absatz 2 dieses Artikels verbreitet werden, zur Kenntnis.

(4) Die Kulturzentren können sich ebenfalls an kulturellen Veranstaltungen beteiligen, die im Rahmen der Programme für den Austausch und die Zusammenarbeit durchgeführt werden, die von der durch Artikel 19 des Abkommens über kulturelle Zusammenarbeit gebildeten Gemischten Kommission für kulturelle Zusammenarbeit erarbeitet werden.

*Artikel 2.* (1) Das Kulturzentrum der Französischen Republik wird von einem Direktor, unterstützt von einem stellvertretenden Direktor, geleitet; beide sind Staatsbürger der Französischen Republik und werden vom Minister für Auswärtige Angelegenheiten der Französischen Republik ernannt.

Das Kulturzentrum der Deutschen Demokratischen Republik wird von einem Direktor, unterstützt von einem stellvertretenden Direktor, geleitet; beide sind Staatsbürger der Deutschen Demokratischen Republik und werden vom Minister für Auswärtige Angelegenheiten der Deutschen Demokratischen Republik ernannt.

(2) Die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Französischen Republik werden vom Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Französischen Republik und die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Deutschen Demokratischen Republik werden vom Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Deutschen Demokratischen Republik eingestellt. Die Mitarbeiter der beiden Kulturzentren sind Staatsbürger der Französischen Republik oder der Deutschen Demokratischen Republik.

Für Staatsbürger des Empfangsstaates erfolgt ihre Beschäftigung in den Kulturzentren entsprechend den allgemeinen Bestimmungen des Empfangsstaates.

(3) Die Ministerien für Auswärtige Angelegenheiten der beiden Staaten informieren einander über die Ernennung der Direktoren und der stellvertretenden Direktoren der Kulturzentren sowie über den Zeitpunkt ihrer Einreise und endgültigen Ausreise. Sie informieren einander ebenfalls über die Einstellung der Mitarbeiter der Kulturzentren sowie über den Zeitpunkt ihrer Einreise und endgültigen Ausreise und über Aufnahme und Beendigung ihrer Tätigkeit im Kulturzentrum.

*Artikel 3.* Die vertragschließenden Seiten, zu diesem Zweck durch die Direktoren ihrer Kulturzentren vertreten, haben das Recht, Verträge über Dienstleistungen abzuschließen, die mit der Tätigkeit der Kulturzentren in Verbindung stehen.

*Artikel 4.* (1) Jede vertragschließende Seite gewährt dem Direktor, dem stellvertretenden Direktor und den Mitarbeitern des Kulturzentrums der anderen Seite auf der Grundlage der Gegenseitigkeit und in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften des Empfangsstaates jegliche Erleichterung zur Ausstellung von Aufenthaltsgenehmigungen.

Diese Personen erhalten unentgeltlich über das Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten des Empfangsstaates für sich, ihre Ehegatten und ihre minderjährigen Kinder einen zeitlich begrenzten Aufenthaltsausweis.

(2) Der Direktor, der stellvertretende Direktor und die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Französischen Republik sowie deren Ehegatten und minderjährige Kinder unterliegen der Ordnung der Sozialversicherung der Französischen Republik.

Der Direktor, der stellvertretende Direktor und die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Deutschen Demokratischen Republik sowie deren Ehegatten und minderjährige Kinder unterliegen der Ordnung der Sozialversicherung der Deutschen Demokratischen Republik.

(3) Jede vertragschließende Seite gewährt dem Direktor, dem stellvertretenden Direktor und den Mitarbeitern des Kulturzentrums der anderen Seite für die Dauer ihrer Tätigkeit im Kulturzentrum eine zeitlich begrenzte zollfreie Einfuhr und Wiederauf fuhr ihres Mobiliars und ihrer persönlichen Gegenstände zur Ersteinrichtung sowie ihres Personenkraftwagens.

(4) Der Direktor, der stellvertretende Direktor und die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Französischen Republik unterliegen der Arbeitsgesetzgebung der Französischen Republik.

Der Direktor, der stellvertretende Direktor und die Mitarbeiter des Kulturzentrums der Deutschen Demokratischen Republik unterliegen der Arbeitsgesetzgebung der Deutschen Demokratischen Republik.

(5) Die in den Absätzen 1, 2, 3 und 4 dieses Artikels getroffenen Festlegungen finden keine Anwendung auf Mitarbeiter der Kulturzentren, die Staatsbürger des Empfangsstaates sind und auf Staatsbürger des Entsendestaates, die ihren ständigen Wohnsitz im Empfangsstaat haben.

(6) Die Vergütung, außer Renten, die an den Direktor, den stellvertretenden Direktor und Mitarbeiter des Kulturzentrums eines Staates für deren Tätigkeit in diesem Kulturzentrum gezahlt wird, ist nur im Entsendestaat steuerpflichtig. Jedoch ist die Vergütung nur im Empfangsstaat steuerpflichtig, wenn der Mitarbeiter Staatsbürger des Empfangsstaates ist oder seinen ständigen Wohnsitz im Empfangsstaat hat.

*Artikel 5.* Den Kulturzentren wird in den Grenzen und unter den Bedingungen der Rechtsvorschriften des Empfangsstaates die Befreiung von allen Abgaben und Gebühren für Kulturgüter gewährt, die in Realisierung dieses Abkommens eingeführt werden.

*Artikel 6.* (1) Die zur Ausübung der Tätigkeit der Kulturzentren erforderlichen Räumlichkeiten werden von den vertragschließenden Seiten gemeinsam ausgewählt.

(2) Die Verantwortung und die Kosten für die Einrichtung und den Umbau der Kulturzentren gehen zu Lasten der entsendenden Seite.

*Artikel 7.* (1) Jede vertragschließende Seite befreit die andere Seite von nationalen, regionalen und kommunalen Steuern, Abgaben und Gebühren, die beim Erwerb oder Mieten von Immobilien, die für die Einrichtung der Kulturzentren vorgesehen sind, entstehen.

(2) Jede Veränderung der Eigentumsverhältnisse an den Immobilien, die für die Tätigkeit eines Kulturzentrums einer vertragschließenden Seite vorgesehen



sind oder bereits zu diesem Zweck genutzt werden, bedarf der Genehmigung der anderen vertragschließenden Seite.

*Artikel 8.* Unbeschadet der Bestimmungen dieses Abkommens sind durch die Kulturzentren die innerstaatlichen Rechtsvorschriften des Empfangsstaates einzuhalten.

*Artikel 9.* Die Gemischte Kommission für kulturelle Zusammenarbeit wird auf jeder ihrer Zusammenkünfte über die Aktivitäten der Kulturzentren informiert.

Zwischen den Zusammenkünften werden Fragen, die die Tätigkeit der Kulturzentren betreffen, von den vertragschließenden Seiten auf diplomatischem Wege behandelt.

*Artikel 10.* Die vertragschließenden Seiten notifizieren einander die Erfüllung der Formalitäten, die von ihrer Verfassung oder Gesetzgebung für das Inkrafttreten des vorliegenden Abkommens gefordert werden.

Dieses Abkommen tritt nach Empfang der letzten dieser Notifizierungen in Kraft. Es wird für einen Zeitraum von 5 Jahren abgeschlossen, der sich stillschweigend jeweils für weitere Zeiträume von 5 Jahren verlängert. Es kann von jeder der vertragschließenden Seiten mit einer Vorankündigungsfrist von 6 Monaten schriftlich gekündigt werden.

AUSGEFERTIGT in Berlin am 16. Juni 1980 in 2 Originalen, jedes in französischer und in deutscher Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen gültig sind.

Für die Regierung  
der Französischen Republik:

[Signed — Signé]<sup>1</sup>

Für die Regierung  
der Deutschen Demokratischen  
Republik:

[Signed — Signé]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signed by Henry Bayle — Signé par Henry Bayle.

<sup>2</sup> Signed by Oskar Fischer — Signé par Oskar Fischer.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC CONCERNING THE STATUTE AND OPERATIONAL ARRANGEMENTS FOR THE CULTURAL CENTRES ESTABLISHED BY THE AGREEMENT ON CULTURAL CO-OPERATION<sup>2</sup> CONCLUDED BETWEEN THEM

Desiring to promote mutual understanding of the cultural values of France and the German Democratic Republic and thereby to contribute to the development of co-operation between the two countries in a spirit of mutual respect,

Mindful of the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe<sup>3</sup> and, more particularly, those of its provisions relating to co-operation and exchanges in the field of culture,

Referring to the objectives and provisions of the Agreement on cultural co-operation concluded between the Government of the French Republic and the Government of the German Democratic Republic on 16 June 1980<sup>2</sup> and, in particular, article 17 of that Agreement concerning the opening of cultural centres on a reciprocal basis,

The Government of the French Republic and the Government of the German Democratic Republic have agreed as follows:

*Article 1.* 1. The cultural centres shall be oriented towards culture. Their role shall be the direct promotion of public awareness of the values of each country in the field of culture.

2. The activities of the cultural centres shall comprise:

- The teaching of the French and German languages;
- The showing of films;
- Artistic events such as plays, concerts and exhibitions;
- Various events in the field of culture such as conferences, symposia and other meetings;
- The lending of films, records, slides and other audio-visual material;
- The opening of a reading room in which books, newspapers and other publications may be consulted and books and publications other than periodicals borrowed;
- The publication and dissemination of cultural programmes and information;
- And, as and when appropriate, the sale of objects of artistic interest in accordance with the regulations in force in the two countries and on the basis of a special arrangement to be concluded between the Contracting Parties.

<sup>1</sup> Came into force on 2 November 1981, the date of receipt of the last of the notifications by which the Contracting Parties informed each other of the completion of the required constitutional or legal formalities, in accordance with article 10.

<sup>2</sup> See p. 643 of this volume.

<sup>3</sup> *International Legal Materials*, vol. 14 (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

3. The Contracting Parties shall inform each other of the cultural programmes and information disseminated in accordance with paragraph 2 of this article.

4. The cultural centres may also contribute to cultural events organized under the programmes of exchanges and co-operation drawn up by the Joint Commission on Cultural Co-operation established under article 19 of the Agreement on cultural co-operation.

*Article 2.* 1. The cultural centre of the French Republic shall be headed by a director, assisted by a deputy director; both shall be nationals of the French Republic and shall be appointed by the French Minister for Foreign Affairs.

The cultural centre of the German Democratic Republic shall be headed by a director, assisted by a deputy director; both shall be nationals of the German Democratic Republic and appointed by the Minister for Foreign Affairs of the German Democratic Republic.

2. The members of staff of the cultural centre of the French Republic shall be recruited by the French Ministry of Foreign Affairs and the members of staff of the cultural centre of the German Democratic Republic by the Ministry of Foreign Affairs of the German Democratic Republic. The members of staff of the two cultural centres shall be nationals of the French Republic or of the German Democratic Republic.

The conditions of employment of the nationals of the host country in the cultural centres shall be determined by the ordinary law in force in the host country.

3. The Ministers for Foreign Affairs of the two countries shall inform each other of the appointment of the directors and deputy directors of the cultural centres and of the dates of their arrival and final departure. They shall also inform each other of the recruitment of the members of staff of the cultural centres, of the dates of their arrival and final departure, and of the dates of their taking up and completing their duties in the cultural centres.

*Article 3.* The Contracting Parties, represented for this purpose by the directors of the cultural centres, shall have the right to conclude contracts for the provision of services related to the activities of the cultural centres.

*Article 4.* 1. Each Contracting Party shall make available to the director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the other party, on a basis of reciprocity, all facilities compatible with the legislation of the host country for the issue of a residence permit.

Those persons shall receive free of charge, through the Ministry of Foreign Affairs of the host country, temporary residence permits for themselves, their spouses and their minor children.

2. The director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the French Republic, and their spouses and minor children, shall remain in the social security system of the French Republic.

The director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the German Democratic Republic, and their spouses and minor children, shall remain in the social security system of the German Democratic Republic.

3. Each Contracting Party shall afford the director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the other Party the right temporarily to import free of duty, for the duration of their service in the cultural centre, and to re-export their furniture and personal effects in use at the time of their initial installation, and their motor vehicle.

4. The director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the French Republic shall be subject to French labour legislation.

The director, deputy director and members of staff of the cultural centre of the German Democratic Republic shall be subject to the labour legislation of the German Democratic Republic.

5. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 of this article are not applicable either to members of staff of the cultural centres who are nationals of the host country or to members who, while being nationals of the other country, have the status of permanent residents in the host country.

6. Remuneration other than pensions paid to the director, deputy director and members of staff of the cultural centre of a country in respect of their duties in that cultural centre shall be taxable only in the sending country. However, that remuneration shall be taxable only in the host country if the members of staff are nationals of the host country or permanent residents in that country.

*Article 5.* The cultural centres shall, within the limits and conditions set by the legislation of the host country, be exempt from all duties and charges for objects of a cultural nature imported in order to implement this Agreement.

*Article 6.* 1. The premises needed for carrying out the activities of the cultural centres shall be selected by mutual agreement of the Contracting Parties.

2. Responsibility for the installation of the cultural centres and the financing thereof shall be borne by the country of origin.

*Article 7.* 1. Each Contracting Party shall exempt the other from national, regional and communal taxes, duties and charges in respect of the acquisition or rental of real estate for the purpose of installing the cultural centres.

2. Any transfer of ownership of real estate intended for the activities of a cultural centre of a Contracting Party or already being used for that purpose shall be subject to the authorization of the other Contracting Party.

*Article 8.* Without prejudice to the provisions of this Agreement, the cultural centres shall be required to observe the domestic legislation of the host country.

*Article 9.* The Joint Commission on Cultural Co-operation shall be informed of the activities of the cultural centres at each of its meetings.

In the periods between meetings, the Contracting Parties shall deal with matters relating to the activities of the cultural centres through the diplomatic channel.

*Article 10.* Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the formalities required by its Constitution or its legislation for the entry into force of this Agreement.

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last such notification. It is concluded for a period of five years, automatically renewable for

further periods of five years. It may be denounced in writing by either of the Contracting Parties with six months' notice.

DONE at Berlin on 16 June 1980 in duplicate in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

[*Signed*]

HENRY BAYLE

For the Government  
of the German Democratic Republic:

[*Signed*]

OSKAR FISCHER

